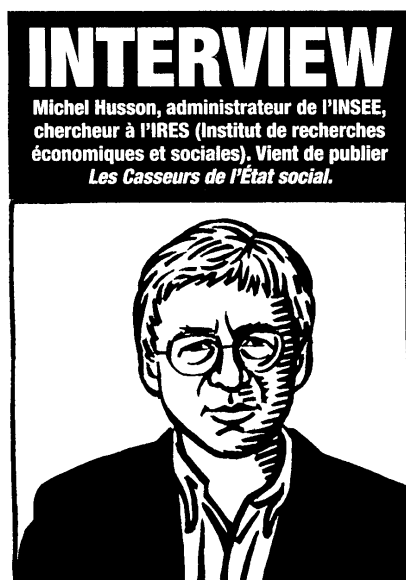


1997-2001 : la plus fabuleuse période de créations d'emplois du siècle !

Résumé des chapitres précédents : après une première explication du chômage lié à la croissance de la productivité (Rocard-Larroutou), nous sommes passés à une deuxième explication par le refus d'intégrer les demandeurs d'emploi non qualifiés (Pierre Cahuc), ne remettant pas en cause les gains de productivité, mais soulignant que le chômage était un moyen de résoudre le partage salaires-profits en faveur des riches. Troisième étape : le chômage est lié à un partage défavorable du revenu en faveur des salariés qui favorise la « financiarisation de l'économie ». Seules des politiques antilibérales peuvent créer des emplois, parmi lesquelles la RTT.



Charlie Hebdo : *Donc, Michel Husson, pourquoi le chômage ?*

Michel Husson : Pourquoi ça dure ? J'ai envie de faire une réponse machiavélique : parce que ça fait du bien à certains. Le chômage durable modifie le rapport de force salariés-employeurs. Il faut revenir à la notion très libérale de « chômage d'équilibre », le chômage minimal, pour que n'apparaisse pas l'inflation. Idée simple et efficace : le chômage tue la pression sur les salaires, donc tue la pression sur les prix.

Pourquoi « libérale » ? Les libéraux ne pensent-ils pas que la flexibilité abolit le chômage ?

M.H. : Il y a une certaine schizophrénie chez les libéraux. Ils veulent abaisser le taux de chômage, et en même temps glapissent : « Il ne faut surtout pas descendre en dessous de 9 % ! »

9 %, le chiffre paraît bien précis...

M.H. : Je renvoie à une note de la DP (Direction de la prévision et de l'analyse économique, direction du Minefi, qui prépare avec les services du Premier ministre les cadrages macroéconomiques – budget, croissance... – de la France) faisant une projection à quarante ans et parlant du « consensus » chez les économistes pour accepter un chômage de 9 %.

Quelle nouveauté introduit le chômage dans le rapport salariés-capitalistes ?

M.H. : La grande nouveauté, c'est que les gains de productivité ne sont plus redistribués aux salariés. Cette captation a une contrepartie : la financiarisation de l'économie. Concrètement : la part des salaires

diminue, la part des profits augmente, mais l'investissement ne bouge pas. Autrement dit, le « Théorème de Schmidt » (les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, qui sont les emplois d'après-demain) est la plus grande sornette qu'on puisse imaginer. Les gains de productivité passent directement dans les revenus financiers.

La finance capte la hausse de valeur ajoutée ?

M.H. : Oui.

Et cette hausse n'est pas réinjectée dans l'économie ?

(Regard oblique de Michel Husson, qui se demande s'il a affaire à un crétin, un ignorant, ou peut-être un simple gogol)

M.H. : Il y a un petit mystère statistique. Le revenu disponible des ménages (le pouvoir d'achat) augmente moins vite que le PIB. Or la consommation des ménages augmente comme le PIB. Il y a donc une différence de conso qui ne vient pas des salaires. Elle vient des riches non salariés.

Elle ne tire pas l'emploi ?

M.H. : Non. C'est pourquoi les politiques de baisses d'impôt, qui ne profitent qu'aux riches, sont inefficaces.

Comment créer des emplois, alors ?

M.H. : Eh bien, parlons de la période 1997-2001. C'est une période extraordinaire pour la création d'emplois. On a créé 2 millions d'emplois, tous secteurs confondus. Autant d'emplois créés que dans les vingt-cinq années précédentes ! Au XX^e siècle, on n'a jamais vu une période où l'on ait créé autant d'emplois. Tous les économistes devraient scruter cette période.

Comment expliquent-ils ?

M.H. : Première explication, les libéraux : « On a obtenu ça grâce aux baisses de charges. Les politiques de baisses de charges commencent en 1993. C'est un effet différé de ces politiques. » Réponse : c'est absurde. La RTT a fait énormément augmenter le coût du travail. Donc, l'explication n'est pas dans le coût du travail, même différé. Deuxième explication : c'est la non-application des préceptes libéraux qui a dopé l'emploi. Primo : sur cette période, la valeur de la monnaie a baissé, ce qui a dopé les exportations. Secundo : les politiques budgétaires ont été antilibérales également. Les libéraux disent : « Assainissons les finances publiques, après ça ira mieux. » Là, on a fait le contraire : on a fait de la croissance, et les finances publiques ont été assainies.

La fameuse « cagnotte » ?

M.H. : Exactement. L'effet cagnotte. La divine surprise des rentrées fiscales. C'est la première fois qu'on voit un ministre du Budget dissimuler des rentrées fiscales.

Enfin, tertio : toujours pendant cette période, la part des salaires a cessé de baisser. J'ajoute que tout ceci s'est passé à l'insu des socialistes, qui n'ont rien vu. Il y a un quatrième précepte libéral pulvérisé par cette période : « On ne peut créer des emplois que s'ils sont précaires et flexibles. » Or, de 1997 à 2001, on a stoppé la précarité. Certes, l'intérim s'est développé. Mais le temps partiel des femmes a cessé de progresser. Dans les 2 millions d'emplois créés, les trois quarts sont des CDI ! On est complètement à l'opposé de l'idée qu'il faut flexibiliser.

La RTT va dans le sens d'un partage des gains de productivité en faveur des salariés ?

M.H. : Oui. Si on raisonne sur le xx^e siècle, on est passé d'un plein temps à un mi-temps avec une utilisation normale des gains de productivité. La croissance moyenne de la productivité sur le siècle était de 2 %, et celle des Trente Glorieuses de 5 % ! On ne peut pas dire que les Trente Glorieuses étaient une période de chômage !

Pourtant, la RTT a créé peu d'emplois...

M.H. : Prenons le problème à l'envers. Lors de sa mise en place, la DARES avait simulé la création de 1 million à 1,5 million d'emplois. Pourtant, il n'y en a eu que 350 000. Pourquoi ? 1) La RTT n'a pas été généralisée – les PME y ont échappé, par exemple. 2) Dans le secteur public, elle n'a pas été accompagnée de créations d'emplois. 3) Elle n'a pas été financée en faisant bouger la répartition des revenus. Une bonne RTT aurait dû pressurer la finance.

N'y aurait-il pas une politique spécifique pour l'emploi non qualifié ?

M.H. : La baisse de la TVA dans les hôtels-restaurants ne créera pas un emploi. Elle partira dans les marges ou les salaires de ceux qui sont déjà employés. Quant aux baisses de cotisations... c'est une véritable arnaque. Quinze ans qu'on fait ça, et on voit le résultat. La politique pour moi la plus valable reste la RTT.

PROPOS RECUEILLIS PAR ONCLE BERNARD

